

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Cour des comptes : 42 juges financiers installés

**PROMUS** lors du dernier Conseil supérieur de la magistrature, ils ont été renvoyés à l'exercice de leurs fonctions par le Premier président de ladite Cour, Gilbert Ngoulakia.

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

**H**IER, l'audience solennelle de la Cour des comptes était consacrée à l'installation des magistrats de l'ordre financier promus lors du dernier Conseil supérieur de la magistrature (CSM) tenu le 4 août 2020. Au total, ce sont 42 magistrats (5 présidents de chambre, 13 conseillers-maîtres, 19 conseillers référendaires et 5 procureurs généraux adjoints) que le Premier président de la Cour des comptes, Gilbert Ngoulakia, a installés et renvoyés à l'exercice de

leurs fonctions.

Devant un parterre d'invités composés, entre autres, du secrétaire général (SG) du ministère de la Justice et des présidents d'autres juridictions, le procureur général Charlotte Mpage a énoncé les réquisitions en vue de l'installation des promus. Elle a tenu, toutefois, à rappeler les missions des uns et des autres, tout en marquant la disponibilité du ministère public à les accompagner dans leurs nouvelles fonctions.

Pour sa part, avant de s'adresser à ses collègues et collaborateurs, le Premier président de la Cour des comptes a interpellé le garde

des Sceaux représenté par le SG du ministère de la Justice, sur la nécessité de faire rentrer les choses dans l'ordre, et dans les brefs délais. "Puisque je parle du droit au traitement, je voudrais que Monsieur le secrétaire général m'excuse pour lui demander de tout mettre en œuvre pour que le décret de nomination sur la base duquel cette installation aurait dû se faire, soit rapidement signé. De manière à ce que les collègues promus n'aient pas de problèmes (...)", a martelé Gilbert Ngoulakia.

Par ailleurs, en félicitant et rappelant aux magistrats de l'ordre financier les tâches qui les attendent, le Pre-



Photo: F. M. MOMBO

Photo de famille au terme de l'installation des promus.

mier président de la juridiction financière a invité ses collègues à plus de rigueur et d'efficacité au travail. Pour lui, il n'est plus question que "les choses traînent en longueur".

Soulignons qu'après l'audience solennelle au palais de justice de Libreville, les juges financiers se sont retrouvés, dans l'après-midi, à leur siège pour une assemblée générale.

## CEEAC: la méthodologie de travail de Gilberto Da Piedad Verissimo

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**D**ÉCLINER sa feuille de route aux chefs de missions diplomatiques accrédités auprès de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). C'est ce à quoi s'est attelé le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, mardi dans un hôtel de Libreville, à la faveur de la première "retraite stratégique" à laquelle ont pris part le corps diplomatique de la sous-région accrédité au Gabon, les membres de la Commission et le personnel en poste au siège de l'institution éponyme.

Occasion pour le patron de la Commission d'appeler à plus de vigueur, de dynamisme et d'ambition pour assumer les missions régionales de l'institution sous-régionale. Dans la même foulée, le diplomate angolais exhorte la Commission à s'impliquer pleinement dans l'opérationnalisation des institutions de la nouvelle Communauté.

Objectif: proposer aux États membres le prototype d'une organisation revigorée, dynamique, innovatrice et ambitieuse, capable d'assumer pleinement ses missions régionales et contribuer à l'atteinte des objectifs d'intégration et de développement du continent afri-



Photo: DR

**Le président de la Commission de la CEEAC ouvrant les travaux de la retraite stratégique.**

cain. Pour ce faire, Gilberto Da Piedade Verissimo est d'avis que la réalisation de ce challenge passe inévitablement par l'implication du personnel en poste au siège.

Durant les cinq prochaines années, il compte s'atteler à promouvoir la coopération politique, la paix et la sécurité, le processus d'intégration des économies et des sociétés des États membres ; ainsi que le développement de mécanismes formels d'intégration sociale entre les populations, l'intégration physique et sociale, la mise en œuvre des normes communes régionales ou continentales en matière de bonne gouvernance, de respect et de protection des droits de l'Homme, et l'émergence de la Communauté dans le système international comme acteur régional crédible.

Bon à savoir : cette retraite stratégique s'achève demain.



**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**  
UNION - TRAVAIL - JUSTICE

Communiqué de presse

**Libreville, le 14 Octobre 2020** – Depuis le 8 septembre 2020, la task force pour le règlement de la dette intérieure travaille à la vérification du fichier de la dette et s'assure de l'effectivité des travaux commandés par l'État. Cette démarche de contrôle et de conformité vise à garantir une gestion active de la dette intérieure et à redynamiser l'activité économique.

Il est rappelé aux entreprises concernées par cette opération qu'en vertu de l'arrêté N°006/PR en date du 20 juin 2020 instituant la task force présidentielle sur la dette intérieure, cette dernière est l'unique instance habilitée à cet effet.

En conséquence, la Présidence de la République Gabonaise rappelle qu'aucun dossier de paiement ne sera pris en compte en dehors de ceux examinés par la task force présidentielle. Tout autre interlocuteur, quel qu'il soit, n'a aucune qualité, ni compétence pour intervenir en ce domaine.

**FIN**

COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

communication@presidence.ga | @PrésidenceGa | www.presidence-gabon.ga  
+241 01 72 78 82 | facebook.com/PresidenceGabon | flickr.com/photos/dcpgabon